

EDITORIAL

Ce numéro fait le point sur l'évolution des financements communautaires de la coopération. La reprise des programmes communautaires se traduit en particulier par la publication d'importants appels d'offres. Pour y participer, l'INSEE doit s'associer, avec l'ADETEF, à des consortiums rassemblant plusieurs partenaires. Deux appels d'offres ont ainsi été remportés en 2005, ce qui va conduire à la reprise d'un programme de coopération multilatéral avec les pays de la Méditerranée et au démarrage d'un nouveau projet de coopération avec l'Ukraine.

Le trimestre a été marqué par l'organisation à Paris d'un séminaire international à l'attention des pays de la CEI et de la Mongolie sur la mesure de la pauvreté. Deux séminaires nationaux ont eu lieu : l'un en Pologne sur la conjoncture et l'autre en Croatie sur les statistiques d'entreprises.

L'INSEE et l'ONS du Royaume-Uni ont apporté un appui technique au Programme de Comparaison Internationale pour l'Afrique, auquel participent près de 40 pays africains.

Les nouveaux financements européens de la coopération

Depuis 2003, les actions de coopération technique de l'INSEE à financement communautaire ont été gravement affectées à la fois par la crise d'Eurostat et la redéfinition de la stratégie communautaire en matière de coopération technique après l'entrée des 10 nouveaux pays-membres. De ce fait, la situation des différents financements communautaires, subventions d'Eurostat, jumelages et appels d'offres, a évolué et la Commission européenne a de plus en plus recours aux appels d'offres.

Les appels d'offres

A partir de la fin 2004, ont été publiés plusieurs appels d'offres d'un montant important dans le domaine statistique qui ne peuvent être satisfaits que par des groupements d'INS ou par des grosses sociétés d'expertise.

Ainsi, fin décembre 2004, la Commission européenne a lancé deux importants appels d'offres concernant une dizaine de pays du pourtour méditerranéen, du Maroc à la Turquie, dans le cadre du programme communautaire Medstat2, avec un lot horizontal « systèmes d'information/formation » et un lot thématique sur des statistiques sectorielles. Dans ce dernier lot, neuf domaines sont couverts par le projet : comptabilité nationale, statistiques sociales, agriculture, transport, tourisme, commerce extérieur, environnement, énergie et migration. Pour répondre à cet appel d'offres de 9,5 millions d'Euros sur trois ans, le GIP-ADETEF et l'INSEE ont formé un consortium international comprenant les INS espagnol, italien, portugais, polonais, britannique et hongrois, ainsi que des organismes extérieurs ayant une expérience reconnue en matière de coopération statistique et de programmes communautaires, notamment Landsis (groupement des services statistiques agricoles français et finlandais), et Plan Bleu, bureau d'étude spécialisé dans les questions méditerranéennes.

Le consortium mené par le GIP-ADETEF a présenté une offre technique et financière en octobre et a remporté le marché en novembre 2005. Le programme va être mis en œuvre à partir de début 2006 par une équipe de neuf experts internationaux conduite par un chef de projet et comprenant deux cadres détachés de l'INSEE. Par ailleurs, le lot horizontal de Medstat2 offrira à l'INSEE et aux autres INS du consortium ADETEF-INSEE l'opportunité de participer à des sessions de formation multilatérales et des visites d'études thématiques.

Un autre appel d'offres, d'un montant de 900 000 Euros, a été lancé pour un nouveau programme de coopération statistique avec l'Ukraine. L'ADETEF et l'INSEE ont constitué un consortium avec les INS de Suède et de Pologne et les sociétés Sofreco et Ariane Cap Gemini Group. Le consortium a remporté l'appel d'offres, le programme va être réalisé en 2006. La contribution de l'INSEE portera essentiellement sur les domaines traditionnels de coopération technique avec l'Ukraine, répertoires et statistiques d'entreprises.

Enfin, l'ADETEF et l'INSEE se sont portés candidats à trois petites composantes d'un appel à propositions pour le système statistique russe. Ces composantes portent sur les nomenclatures, les statistiques sociales et le système intermédiaire d'entreprises.

D'autres appels d'offre pourraient survenir en 2006, notamment sur la Turquie. L'INSEE y participera à condition qu'ils entrent dans les orientations stratégiques décidées par le Comité de direction et que des consortiums suffisamment importants puissent être constitués, de façon à répartir harmonieusement la charge de travail entre les différents membres.

Les jumelages

Cet outil, qui a été beaucoup utilisé en faveur des pays candidats, est progressivement étendu à la zone de proche voisinage. Il revêt deux formes : le jumelage lourd étendu sur une période de 3 ans maximum et impliquant le détachement d'un conseiller résident et le jumelage léger d'une durée d'un an maximum sans détachement. Enfin le consortium répondant à la proposition de jumelage est limité à 2 administrations. Dans la zone Phare, les jumelages lourds ont été peu employés dans le domaine statistique en raison de la réticence des INS à affronter la charge des procédures. L'INSEE n'en a effectué qu'un avec le GUS polonais.

Cette lettre est une publication de l'Unité de la Coopération Technique Internationale

Directeur de publication : A. TRANAP
Rédacteur en chef : P. VERDIER
Secrétaire de rédaction : M. ORZONI

La Tunisie et le Maroc ont été avertis de cette situation et la Tunisie qui a présenté une proposition de jumelage n'a pas obtenu de succès. Cependant, l'INSEE a accepté d'analyser avec les administrations tunisiennes et la Délégation européenne à Tunis de nouvelles possibilités d'utilisation des financements européens nouvellement mis en place dans la région.

Les subventions d'Eurostat ou appels à propositions restreints

Ce mode de financement a notamment été utilisé pour organiser

La participation de l'INSEE au programme de comparaison internationale

Le Programme de Comparaison Internationale (PCI) a pour objectif l'établissement de parités de pouvoir d'achat reflétant la valeur intrinsèque d'une même unité monétaire. Cette évaluation repose sur la collecte de prix de plus de 1000 biens ou services réalisée en 2005 dans 160 pays.

Cette opération est pilotée et financée par la Banque mondiale avec le concours des institutions régionales (Eurostat pour la zone Europe, la Banque africaine de développement pour l'Afrique, etc.).

A la demande de la Banque mondiale, l'INSEE et l'ONS du Royaume-Uni ont été associés à la conduite de l'exercice sur l'Afrique. En Afrique, comme dans la plupart des autres zones, la collecte ne porte que sur le second semestre 2005. Pour les quelques pays à forte inflation, un dispositif spécifique sera nécessaire, mais pour la plupart des autres, dont la structure des

les actions de coopération bilatérale avec les pays PHARE, nouveaux membres et candidats, ainsi que des actions multilatérales : séminaires des utilisateurs d'ERETES en 2004, séminaires pour les pays TACIS en 2004 et 2005, formations pour les pays candidats et les Balkans. Les modalités d'attribution des subventions sont actuellement réexaminées par Eurostat. Elles pourraient être utilisées à nouveau en 2006 dans la coopération de l'INSEE avec les pays candidats et pour un nouveau séminaire d'utilisateurs d'ERETES.

prix est relativement stable, une estimation pour l'année 2005 pourrait être faite par réropolation à partir des sources disponibles, notamment les relevés effectués dans le cadre du calcul de l'indice des prix à la consommation.

Connaissant un faible niveau d'inflation et disposant d'un dispositif ancien et performant de relevé des prix, couvrant l'ensemble du territoire, le Maroc constituait un cadre particulièrement adapté pour la vérification de la pertinence de cette méthode. Une mission, menée avec un expert de la Banque Africaine de Développement, a permis de constater une grande proximité, à un niveau fin, entre les deux paniers de biens et services.

La méthode pourra être appliquée au moins à 22 pays africains, sur 37 engagés dans le programme, dont la hausse de prix en 2005 sera inférieure à 5%.

Réunions, séminaires et sessions de formation

L'INSEE a organisé du 30 novembre au 2 décembre à Paris un **séminaire sur la mesure de la pauvreté**, destiné aux instituts statistiques des pays bénéficiaires du programme TACIS (CEI et Mongolie). Ce séminaire était financé principalement par une subvention d'Eurostat, le financement complémentaire étant apporté par l'ADETEF. Il a rassemblé 30 participants venant de 11 pays de la CEI(1) et de la Mongolie, des représentants de la Pologne et d'Eurostat et une quinzaine de participants français de l'INSEE ainsi que de l'INED et du CREST.

Le séminaire s'est déroulé en cinq sessions. Dans la première, les représentants de la Direction des statistiques démographiques et sociales de l'INSEE et du CREST ont présenté les approches méthodologiques suivies en France pour mesurer la pauvreté, les résultats de ces travaux et les comparaisons internationales conduites avec six autres pays. Au cours des trois sessions suivantes, les participants des pays TACIS, répartis par grandes zones géographiques (Caucase, Europe et Asie centrale) ont présenté leurs expériences. La dernière session a été consacrée à des prolongements des études sur la pauvreté : analyse de l'exclusion sociale en Pologne, études de l'INSEE sur les sans domicile fixe et sur les liens entre illettrisme et exclusion sociale. Le séminaire s'est achevé par un exposé d'Eurostat sur les indicateurs européens de pauvreté et sur la présentation des travaux du groupe de Rio, créé par l'ONU, sur les statistiques de la pauvreté.

Les présentations et les discussions ont permis de confronter les différentes approches utilisées : absolue-relative, monétaire-non monétaire, subjective... Les pays TACIS ont souvent utilisé des approches en terme de pauvreté absolue, héritées de l'époque soviétique ou préconisées par la Banque mondiale, mais les méthodes tendent à se diversifier. Les débats ont montré qu'une approche unique ne peut être privilégiée et qu'il faut combiner les méthodes et les outils afin de parvenir à des analyses

multidimensionnelles. Plusieurs pays ont souligné la nécessité de prendre en compte les disparités régionales parfois énormes. La question complexe de l'utilisation de ces travaux pour la mise en œuvre des politiques sociales a également été discutée. Enfin, les discussions sur les comparaisons internationales ont souligné la nécessité de s'interroger sur la pertinence des outils sur lesquels elles sont fondées.

Sur ce sujet, vous pouvez consulter [le numéro 383-384-385 d'Economie et Statistique](#) « *Les approches statistiques de la pauvreté à l'épreuve des comparaisons internationales* », dont plusieurs articles vont être traduits en anglais et en russe.

Un séminaire sur la conjoncture a eu lieu en Pologne du 11 au 16 octobre. Il a rassemblé 49 experts appartenant aux administrations économiques et financières et aux milieux de l'enseignement et de la recherche polonais, ainsi que 5 statisticiens de l'INSEE. Le programme du séminaire a permis d'aborder la plupart des aspects de l'observation et de l'analyse conjoncturelle, notamment la réalisation des enquêtes de conjoncture, le traitement des séries temporelles, la construction d'indicateurs synthétiques et les modèles de prévision à court terme.

Un séminaire sur les statistiques d'entreprises a eu lieu en Croatie les 17 et 18 novembre. Il a été ouvert par M. l'Ambassadeur qui a rappelé la volonté d'adhésion à l'Union européenne de la Croatie avant 2009, et qui a également salué le programme de coopération engagé avec l'INSEE. Trois experts de l'INSEE y ont participé et leurs interventions ont concerné le système français des statistiques d'entreprises, les répertoires d'entreprises et l'enquête annuelle d'entreprise. Le séminaire s'est par une présentation croate du dispositif concernant les statistiques structurelles d'entreprises.

(1) Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Ukraine

Missions à l'étranger

Liban : publication des comptes nationaux 1997-2002

Le chef de l'UCTI a effectué une mission à Beyrouth afin d'assister à la publication des comptes nationaux libanais 1997-2002, qui a fait l'objet d'une présentation officielle le 30 septembre 2005, sous la présidence du Premier ministre libanais, M. Fouad Siniora.

C'est au printemps 2002 que le 1er ministre d'alors, M. Rafik Hariri, avait lancé le projet d'une reprise de l'élaboration des comptes nationaux du Liban dont la dernière publication remontait à la période 1994-1996.

Depuis cette date, une cellule d'experts rattachée au ministère de l'Economie et du Commerce a travaillé à l'élaboration de ces comptes. Les comptes de l'année 1997, retenue comme année de base, avaient été publiés en mai 2003 (cf. la lettre de la coopération technique internationale n°1)

Lors de la conférence de presse, le Premier ministre a remercié les autorités françaises de l'assistance technique apportée au calcul des comptes du Liban. Il a également insisté sur la nécessité de poursuivre ces travaux de comptabilité nationale avec l'élaboration des comptes 2003-2004, soulignant l'importance des comptes nationaux pour la conduite de la politique économique libanaise.

Roumanie et Moldavie : nomenclatures

Un expert en nomenclatures a effectué une double mission de coopération en Roumanie et en Moldavie du 28 septembre au 8 octobre. A l'INS de Roumanie, il s'agissait de la seconde mission relative aux changements de nomenclatures à l'horizon 2008. Au NBS de Moldavie, l'objectif était sensiblement le même mais sur une durée plus courte.

Colombie : suivi de l'implantation ERETES

Une mission a eu lieu à l'institut de statistique colombien (DANE) du 13 au 23 octobre, pour le suivi de l'implantation ERETES. Les travaux ont pris du retard au début du programme, mais l'équipe progresse désormais à un rythme soutenu, et devrait pouvoir réussir à achever les comptes de son année de base 2000 avant la fin de l'année.

Luxembourg : réflexion sur la mise en place d'un réseau européen de formation

La responsable géographique « Europe centrale » et le Directeur des enseignements supérieurs et de la recherche de l'INSEE se sont rendus à Eurostat (Luxembourg) le 25 novembre afin d'y présenter le projet INSEE-GENES d'un réseau européen de formation. Ils ont notamment présenté le bilan positif des six sessions de formation mises en place fin 2004 et début 2005 et ce que pourrait être un réseau européen de formation dans le futur.

Pays	Thèmes des missions
Luxembourg	
25 novembre	Réflexion sur la mise en place d'un réseau européen de formation
10 novembre	Comité directeur ERETES
5 octobre	Programme MEDSTAT
Croatie	
17 au 18 novembre	Séminaire sur les statistiques d'entreprises
Lituanie - Estonie	
21 au 27 septembre	Comptes de l'agriculture
Pologne	
29 au 3 décembre	Comptes financiers trimestriels
12 au 16 octobre	Prix agricoles
11 au 16 octobre	Séminaire sur la conjoncture
20 au 23 septembre	Modélisation macroéconomique
Roumanie - Moldavie	
28 septembre au 8 octobre	Nomenclatures
Serbie-Monténégro	
26 au 3 décembre	Statistiques des transports
Slovaquie	
25 octobre au 1 ^{er} novembre	Formation dans le domaine du marketing
11 au 16 octobre	Formation au modèle slovaque
Slovénie	
12 au 16 octobre	Comptes de la sylviculture
Ukraine	
8 au 13 novembre	Modélisation macroéconomique
8 au 13 octobre	Statistiques du commerce
Algérie	
6 au 14 novembre	Comptes nationaux - Suivi ERETES
Liban	
28 septembre au 2 octobre	Comptabilité nationale
Maroc	
4 au 8 octobre	Comparaisons internationales de prix
27 septembre au 2 octobre	Modélisation macroéconomique
Tunisie	
22 au 27 novembre	Méthodologie de l'enquête trimestrielle de l'emploi
19 au 25 octobre	Evaluation et amélioration de la gestion des ressources humaines
16 au 22 octobre	Evaluation du programme de formation
6 au 10 septembre	Méthodologie des projections de population active
Oman	
17 au 22 septembre	Forum pour le renforcement des capacités des organisations statistiques arabes
Gabon	
9 au 24 novembre	Suivi de l'implantation ERETES
Mali	
26 au 27 octobre	Réunion du Comité de direction d'AFRISTAT
24 septembre au 1 ^{er} octobre	Programme de comparaisons internationales et comptabilité nationale
Colombie	
26 novembre au 4 décembre	Suivi de l'implantation ERETES
13 au 23 octobre	Suivi de l'implantation ERETES
12 au 20 septembre	Implantation ERETES
Equateur	
18 au 27 novembre	Comptes financiers
Mexique	
12 au 21 novembre	Evaluation - Programmation
Pérou (CAN)	
27 novembre au 7 décembre	Programmation - XXème comité andin de statistiques
16 au 24 novembre	Modélisation des économies des pays andins
Venezuela (CAN)	
22 au 28 octobre	Groupe de travail CAN sur les PME en Bolivie
Vietnam	
26 novembre au 5 décembre	Appui méthodologique sur les nomenclatures

Visite du Directeur Général de l'INSEE à Afristat

Le Directeur général s'est rendu le 27 octobre à Bamako (Mali) pour assister à la dernière journée de la 12^{ème} réunion du Comité de Direction d'Afristat, réunion principalement consacrée au programme de travail d'Afristat 2006-2010. Les débats avec les directeurs des INS africains ont permis de souligner les avancées de la statistique africaine depuis près de dix ans (indices de prix harmonisés, implantation du SCN 1993 en matière de comptes économiques, constitution de bases de données, sites web,...) mais aussi l'impact de la crise d'Eurostat sur la politique de coopération technique européenne en faveur du continent. Ces événements ont poussé l'INSEE à créer en son sein le CAPESA (centre d'appui aux écoles statistiques africaines) pour reprendre l'organisation du concours commun à ces écoles. Enfin, le Directeur général a rappelé l'engagement de l'INSEE à soutenir les activités d'Afristat.

Visites en France

Roumanie: visite du Président de l'INS

M. Vergil Voineagu, Président de l'INS roumain, s'est rendu à l'INSEE du 16 au 18 novembre 2005. Les thèmes abordés lors de sa visite ont été : la gestion d'un INS et des Directions régionales, la coordination du système statistique, l'organisation de la coopération entre l'INS roumain et le MINEFI, les études économiques, la comitologie, la préparation des CPS et la relation avec les organisations internationales. La visite s'est achevée par la rencontre avec le Directeur Général de l'INSEE qui a conforté la poursuite de la coopération technique entre l'INSEE et l'INS roumain.



Le Comité Directeur ERETES s'est réuni à Luxembourg le 10 novembre 2005. Il a décidé : de mettre à disposition des utilisateurs une version 3.3 du module ; de reporter le séminaire international des utilisateurs du module au mois de janvier 2007 (la réunion préparatoire à ce séminaire devrait avoir lieu au troisième trimestre 2006) ; que le programme de travail pour la période 2006 – 2010 sera établi par Eurostat, en collaboration avec l'INSEE et le MAE, et adopté, au plus tard, à la prochaine réunion du comité, en avril 2006 ; de demander à la direction en charge de l'informatique à Eurostat un soutien pour assurer la maintenance d'ERETES et de son site Internet ; d'adresser une lettre aux utilisateurs d'ERETES pour les informer sur les derniers développements et les orientations à moyen terme, lettre qui leur sera envoyée au mois de décembre 2005.

Pays	Thèmes des visites	Services ou experts
Bulgarie		
26 au 28 septembre	Indice des prix à la consommation	Div. des prix à la consommation, Div. logement
Croatie		
21 au 23 novembre	Statistiques de court terme	Div. indicateurs conjoncturels d'activité, Div. prix de vente industriels, Div. enquêtes de conjoncture, SESSI (SSM Industrie)
Lituanie		
12 au 14 septembre	Programmation - Gestion	Unité de la Coopération Technique Internationale (UCTI)
Roumanie		
16 au 18 novembre	Visite du Président de l'INS de Roumanie	DG, Dép. de la Programmation et de la Gestion, Dép. de la Coordination Stat., Dép. des Etudes Economiques d'Ensemble, Dép. des comptes Nationaux, Unité Europe et Relations Multilatérales (UERM), Unité Gestion des Carrières, Direction des Enseignements Supérieurs et de la Recherche, GIP-ADETEF
CEI et Mongolie		
30 novembre au 2 décembre	Séminaire sur la pauvreté	DSDS, CREST, INED
Jordanie		
28 novembre au 2 décembre	Production et utilisation des statistiques sociales et des indicateurs sociaux	Dép. de l'Offre Editoriale, Dép. des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages, Dép. de la démographie, Div. études sociales, INED, DIAL
Liban		
20 au 27 novembre	Comptabilité nationale	UCTI
26 au 28 septembre	Enquêtes de conjoncture	Dép. des Comptes Nationaux, Div. enquêtes de conjoncture
Maroc		
25 au 30 novembre	Modélisation macroéconomique	UCTI
12 au 14 octobre	Comptes financiers	Banque de France
28 au 30 septembre	Comptes financiers	Banque de France
Tunisie		
28 novembre au 2 décembre	Système d'information auprès des entreprises sur les emplois et les salaires	Dép. de l'Emploi et des Revenus d'Activité, DARES (SSM Travail)
26 au 27 septembre	Comptes de patrimoine	Div. concepts et méthodes de la comptabilité nationale, Div. synthèse générale des comptes
12 au 13 septembre	Coopération statistique avec l'INS Tunisie	UCTI, Dép. de l'emploi et des revenus d'activité
CAN		
4 novembre	Modélisation macroéconomique des économies andines	UCTI
Argentine		
8 au 10 novembre	Répertoire SIRENE - La qualité à l'INSEE	IG, UERM, Unité des Normes et Systèmes d'Information, Unité Répertoire et Démographie des Entreprises et des Etablissements, Div. harmonisation d'enquêtes auprès des entreprises, DR d'Ile-de-France
Mexique		
21 au 25 novembre	Politique de diffusion	DDAR
17 au 21 octobre	Rôle de l'INSEE dans le système statistique français	UCTI, Dép. de la Coordination Stat., UERM, CNIS, Mission Appui Stat., OCDE, Dép. Stratégie Prospective (SSM Tourisme), SDES (SSM Educ. Nationale), SESSI (SSM Industrie)
17 au 21 octobre	Concept et méthodologie de la comptabilité nationale française	Dép. des Comptes nationaux, Dép. de l'Industrie et de l'Agriculture, Div. stat. régionales, locales et urbaines
26 au 30 septembre	L'INSEE et son organisation régionale	IG, DDAR, Dép. de la Programmation et de la Gestion, IIS, DR PACA, DR Rhône-Alpes